



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS  
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

**Échange de vues avec le Comité des Ministres**

Discours de Robert Spano

*13 octobre 2021*

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général adjoint,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Permettez-moi, pour commencer, de saluer tout particulièrement la présidence hongroise du Comité des Ministres. Je saisis cette occasion pour dire que ce fut un grand honneur pour la Cour de recevoir, le 30 septembre dernier, le Président de la République de Hongrie pour une rencontre importante et intéressante. Les Chefs d'État qui rendent visite à la Cour témoignent ainsi de leur attachement au système européen de protection des droits de l'homme et nous y sommes très sensibles.

Je voudrais évoquer avec vous aujourd'hui l'actualité de la Cour depuis notre dernier échange, le 17 mars dernier. J'aurai ensuite le plaisir de répondre à vos questions.

Pour commencer, quelques mots sur notre situation statistique.

Nous avons tranché depuis le début de l'année plus de 27 000 requêtes, soit 6 % de moins qu'en 2020.

Toutefois, et c'est le chiffre le plus important, si l'on examine uniquement le nombre de requêtes terminées par un arrêt rendu par la Grande Chambre et les chambres, il y a eu en 2021 une augmentation de 5 % ce qui démontre que l'accent est placé sur les affaires complexes et importantes. En outre, l'accroissement du nombre de requêtes terminées par un arrêt rendu par les comités est encore plus significatif (42 % par rapport à 2020).

S'agissant du nombre d'affaires pendantes, il s'élève actuellement à 68 450. 75 % concernent 5 pays. D'abord la Fédération de Russie avec 22,4 % des requêtes pendantes, suivi de près par la Turquie avec 21,8 % des requêtes pendantes, puis l'Ukraine avec 16,4 % . Viennent ensuite la Roumanie et l'Italie.

Lors de notre échange du mois de mars, je vous avais présenté la nouvelle stratégie de traitement des affaires mise en place à la Cour depuis le début de cette année. La stratégie que nous avons dénommée « impact ».

J'ai également eu l'occasion d'en discuter avec presque chacun d'entre vous dans le cadre de rencontres bilatérales (37 pour être précis et j'espère vous avoir tous rencontrés très prochainement). Je remercie tous ceux qui ont réagi positivement à mes demandes concernant les besoins de la Cour, que ce soit dans le cadre de contributions au compte spécial ou par la mise à disposition de magistrats.

J'ajoute que deux évènements se sont produits depuis le mois de mars. D'abord, l'entrée en vigueur du Protocole n° 15, qui vient insérer une référence expresse aux principes de la subsidiarité et de la marge d'appréciation dans le Préambule de la Convention.

Ensuite, depuis le 1<sup>er</sup> septembre et pour une période d'essai de deux ans, la décision selon laquelle les affaires relevant de la compétence des Comités de 3 juges seront rédigées de manière nettement plus concise. Ce nouveau format d'arrêts et de décisions rédigés sous forme courte vise à réduire le « backlog » de la Cour et s'inscrit, lui aussi, dans le cadre de la stratégie de traitement des affaires dites 'à impact' par la Cour. La nouvelle procédure permettra à la Cour de répondre en temps utile aux requérants dont les affaires suivent une jurisprudence bien établie. Elle permettra également à la Cour de consacrer davantage de ressources à l'examen des affaires d'impact plus importantes.

Compte tenu de tous ces changements et, surtout, des demandes de soutien que je vous ai adressées, il me semble essentiel de vous tenir au courant des premiers résultats enregistrés.

Je n'ai pas besoin de vous indiquer en quoi consiste les affaires à impact que je vous ai présentées lors de notre dernier échange, mais également lors de nos entretiens bilatéraux.

A titre liminaire, je souhaite rappeler, même si c'est une évidence, que la Cour continue d'examiner en priorité (c'est-à-dire avant même les affaires à impact) toutes les affaires des catégories I, II et III, à savoir les affaires les plus graves et les plus sérieuses. Comme vous le savez, les affaires à impact se trouvent principalement dans la catégorie IV.

Pour ce qui concerne, maintenant, ces affaires à impact. Permettez-moi de rappeler comment nous allons procéder.

Pour les traiter aussi efficacement que possible une nouvelle stratégie a été mise en place. Elle repose sur trois principes qui sont, d'abord, l'identification rapide de ces affaires, ensuite, leur suivi et, enfin, la simplification du traitement de toutes les autres affaires non considérées « à impact ». Un suivi qui commence dès que la Cour est saisie. D'abord, l'affaire est examinée par un juriste de la division nationale. Si elle est identifiée comme affaire à impact, la décision de la traiter comme telle sera prise par le Président de la Section en consultation avec le juge national. Une fois la procédure contradictoire lancée et les observations des parties recueillies, ces affaires seront traitées par la Cour en principe en chambres de sept juges. Voici pour le *modus operandi*.

Venons-en aux chiffres : À la date du 1 Octobre, 572 requêtes à impact étaient pendantes.

Surtout, 235 requêtes ont déjà été traitées au cours de l'année, dont 173 ont été communiquées aux gouvernements défendeurs. 51 ont débouché sur un arrêt de violation ou de non violation et 11 sur une décision d'irrecevabilité ou de radiation. Ce dernier chiffre est important en ce qu'il montre que les affaires à impact ne conduisent pas nécessairement à des constats de violation.

Si on analyse plus finement les 572 affaires à impact actuellement pendantes et celles déjà traitées, vous serez certainement intéressés de savoir qu'elles concernent, notamment, les sujets suivants : la liberté d'expression, le droit à un procès équitable, les écoutes téléphoniques et la surveillance secrète des journalistes, les affaires relatives à la pandémie, les discriminations à l'encontre des minorités sexuelles, le droit à l'information et les nuisances en matière d'environnement.

Les premiers résultats chiffrés que je viens de vous donner sont encourageants car cette stratégie vient de débiter. Mais, si nous voulons poursuivre sur la voie du succès, votre appui et votre soutien nous seront absolument indispensables. C'est essentiel, car, vous le savez, ces affaires sont celles pour lesquelles notre décision est attendue avec beaucoup d'impatience et nous devons les traiter avec la plus grande célérité. Cette nouvelle stratégie sera évidemment à l'agenda de la réunion que nous aurons, le 22 novembre prochain, avec les agents des gouvernements.

Avant d'en terminer avec ce sujet, je souhaite ajouter que cette nouvelle stratégie n'est pas le fruit du hasard. Il s'agit de notre réponse à l'appel lancé par les États membres dans la déclaration

adoptée lors de la Conférence de haut niveau de Copenhague. Dans cette Déclaration, la conférence a noté « l'approche de la Cour visant à concentrer les ressources judiciaires sur les affaires soulevant les questions les plus importantes et produisant le plus grand impact pour identifier les dysfonctionnements dans la protection nationale des droits de l'homme ». Elle a aussi encouragé « la Cour, en coopération et en dialogue avec les États Parties, à continuer d'explorer tous les moyens de gérer sa charge de travail en suivant une politique de priorisation claire, y compris à travers des procédures et techniques visant à traiter et juger les requêtes les plus simples selon une procédure simplifiée, tout en respectant dûment les droits de toutes les parties à la procédure ».

C'est exactement ce vers quoi tend la nouvelle stratégie.

\*\*\*\*

Allow me now to turn to English. Before concluding on this point, I would like to reiterate that for this strategy to be successful, concrete support from you is essential. This concerns the Court's inadequate staffing levels.

As you know, the Court has absolutely no control over the volume of cases it receives and, consequently, the volume of its activity. While in other Council of Europe sectors activities can be pursued according to plan, revised or left aside, the Court has no choice other than to process all the cases submitted to it.

This means, in other words, that the Court cannot change or reduce its activity according to the resources available to it. This would undermine the very essence of the legally binding right of individual petition, which is the cornerstone of the human rights protection system in Europe.

In recent years, the Court has shared the burden imposed on the Council of Europe by a restrictive budgetary policy, which has resulted in a considerable loss of human resources and a reduction in the Court's case-processing capacity. If this were to continue, it would influence the effectiveness, indeed the very existence, of the Council of Europe as a whole.

To be very precise, while the Court's regular budget allocation amounted to 629 posts in 2011, we are now down to 585 posts for which we receive funding. Forty-four posts have been cut in ten years. A recent audit by the French Court of Auditors confirmed that the Court's staff numbers have decreased by 3.8% between 2016 and 2019 alone, which corresponds to a decrease of 23 staff members in those three years. Compared to this year, the Court's allocation for judges and staff in 2022 has decreased again by €450,000. In order to stay within its budgetary allocations, the Court has no choice but to cancel or postpone the planned recruitments for 2022. This is by no means the result of poor management, as shown by the fact that our expenditure for 2021 will remain well within the allocations.

While we are very grateful, as I have already said, for the support of many Member States through secondments and contributions to the special account, an institution such as the Court needs more sustainable funding allowing for the long-term planning of its work. I call upon you to take this into account in your current discussions on the draft programme and budget for the coming years.

Let us be clear, there is a limit to what the Court can do without sufficient means, and it is the responsibility of the Member States to provide the Court with the resources it needs to function properly, to fulfil its legally binding mandate and to meet the legitimate expectations of European citizens.

To sum up, it is often stated, also by many amongst you, that the Court is the jewel in the crown of the Council of Europe. This widely held view has to then naturally be reflected in the approach adopted when the budget is decided and allocated.

\*\*\*\*

I now turn to other issues of importance I consider useful to raise with you here today. I would like to inform you that on 21 June this year, the Plenary Court adopted an updated Resolution on Judicial Ethics. This new text, which came into force on 1 September and is now published on the Court's website, modernises the previous Resolution from 2008 by dealing with more contemporary challenges such as judicial expression on social media. It sets down a series of principles on integrity, independence and impartiality as well as diligence and competence, discretion and confidentiality. It deals with specific situations, such as additional activities and the acceptance of decorations and honours. The intention of the Court was to bring more transparency to the obligations inherent in judicial office, thereby enhancing public confidence in the Court. Here let me also inform you that the Court's Committee on Working Methods is currently examining our rules and practices in relation to the recusal of Judges and will be making concrete proposals in the near future.

The Resolution applies to serving members of the Court as well as, where relevant, former and *ad hoc* judges.

Mentioning former Judges leads me smoothly to the next point that I would like to raise with you. It is a theme which I know is of the utmost concern to you, the Committee of Ministers, as well as to the Court, that is securing the long-term effectiveness of the Convention system by ensuring a strong and independent Court.

In particular, I wish to refer to your decision from November 2020 in Athens<sup>1</sup> where you directly addressed the situation of judges after the end of their term. In that decision you stated, and I quote, that you "*agreed to consider further means to ensure due recognition for judges' status and service on the Court and providing additional safeguards to preserve their independence, including after the end of their terms*". As I will now elaborate, the time has come for clear and concerted action on this issue introducing reforms addressing both elements highlighted in your decision, one, due recognition for judges' status and service and two, identifying the additional safeguards you referred to in your decision.

I understand that the CDDH DH-SYSC sub-group will be mandated to prepare an evaluation report by the end of 2024 on this issue as well as on the effectiveness of the system for the selection and election of Judges.

The question of the situation of Court Judges post-mandate is of crucial importance to the long-term effectiveness of the Convention system. It raises three major issues which go to judicial independence; to the capacity to attract candidates of the highest calibre; and the effectiveness of domestic implementation of the Convention.

Before I turn to each of these in turn I would like to underline that this topic should not be viewed as a personal issue of post-mandate privileges, but rather as an institutional issue and one of great importance for the authority of the Court and the Convention system now and in the future. Let me explain.

As regards *judicial independence* the fact that Judges may find themselves dependent on their Governments for appropriate employment when they leave the Court gives rise to evident concerns about their objective independence. It also makes them potentially subject to the possibility of a form of reprisal in certain cases. Judges at the Court who deal with sensitive human rights cases, often finding violations "against" their own State may be in a more delicate position than other International Judges. Moreover, the uncertainty concerning their future may be a distraction during the last part of their term in addition to the need to devote time to seeking office outside Strasbourg.

Secondly, it is imperative that *candidates of the highest calibre* continue to be attracted to the function of Judge. This is essential for the authority of the Court and its judgments. Yet the perception that the time spent at the Court will not enhance career prospects or may even constitute an obstacle

---

<sup>1</sup> CM/Del/Dec(2020)130/4

to reintegrating or pursuing a pre-mandate career operates as a powerful disincentive to prospective candidates.

Thirdly, in terms of subsidiarity and the *effective domestic implementation*, during their term of office Judges acquire considerable expertise in the Convention system. States Parties should benefit from this expertise in line with the principle of subsidiarity by ensuring that it is made available to the national system in an appropriate way.

These problems I have outlined have been exacerbated by the introduction by Protocol No. 14 of the non-renewable nine-year term. This means that Judges, who now often arrive at the Court in their 40s or 50s, will frequently be leaving many years before they reach retirement age, which was less common prior to Protocol No. 14. Further reflection on whether the current mandate of nine years should be extended to twelve years is needed. Our system may lack the required stability and consistency which comes with a longer mandate.

For this reason, and in the interests of the whole Convention system I strongly believe that urgent efforts must now be made to mitigate the difficulties faced by Judges after the end of their term.

The Court will therefore support and encourage the work of the CDDH in particular in its reflection on (i) the recognition of service as a judge of the Court, (ii) post-mandate employment, and (iii) the possibility of securing to Judges a transitional allowance for a brief period after the end of their mandate to guarantee independence during their transition from office. In the coming weeks, I intend to discuss these issues with the Secretary General and the President of the Parliamentary Assembly. I will also highlight them further during the upcoming Italian chairmanship of the Committee of Ministers.

There is a final point on this subject I would like to raise. Judges after the end of their mandate are a valuable resource, not just for their home State, but also for the Council of Europe. This was a point touched upon in your Recommendation to Member States on the system of the European Convention on Human Rights in university education and professional training<sup>2</sup> where you indicate that former Judges could provide professional training on the Convention. Benefitting from this precious resource should be pursued.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général adjoint,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Je vous remercie de votre attention et avec l'assistance de la greffière de la Cour, Marialena Tsirli et du greffier adjoint, Abel Campos, je suis maintenant à votre disposition pour répondre à vos questions.

---

<sup>2</sup> Recommendation CM/Rec(2019)5 of the Committee of Ministers